



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ, 29 ΔΕΚΕΜΒΡΙΟΥ 1980

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
297

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1103

Περί κυρώσεως τῆς εἰς Παρίσιους τὴν 17ην Νοεμβρίου 1970 ὑπογραφείσης Διεθνούς Συμβάσεως ἀφορώσης εἰς τὰ ληπτέα μέτρα διὰ τὴν ἀπαγόρευσιν καὶ παρεμπόδισιν τῆς παρανόμου εἰσαγωγῆς, ἐξαγωγῆς καὶ μεταδιβάσεως τῆς κυριότητος τῶν πολιτιστικῶν ἀγαθῶν.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσαμεν :

Ἄρθρον πρῶτον.

Κυροῦται καὶ ἔχει ἰσχὺν νόμου ἡ εἰς Παρίσιους τὴν 17ην Νοεμβρίου 1970 ὑπογραφείσα Διεθνὴς Σύμβασις ἀφορώσα εἰς τὰ ληπτέα μέτρα διὰ τὴν ἀπαγόρευσιν καὶ παρεμπόδισιν τῆς παρανόμου εἰσαγωγῆς, ἐξαγωγῆς καὶ μεταδιβάσεως τῆς κυριότητος τῶν πολιτιστικῶν ἀγαθῶν, τῆς ὁποίας τὸ κείμενον εἰς πρωτότυπον εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν καὶ εἰς μεταφράσιν εἰς τὴν Ἑλληνικὴν ἔχει ὡς ἀκολούθως :

Convention concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher, l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des Biens Culturels.

La Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, réunie à Paris, du 12 octobre au 14 novembre 1970 en sa seizième session.

Rappelant l'importance des dispositions de la Déclaration des principes de la coopération culturelle internationale adoptée par la Conférence générale à sa quatorzième session.

Considérant que l'échange de biens culturels entre nations à des fins scientifiques, culturelles et éducatives approfondit la connaissance de la civilisation humaine, enrichit la vie culturelle de tous les peuples et fait naître le respect et l'estime mutuels entre les nations,

Considérant que les biens culturels sont un des éléments fondamentaux de la civilisation et de la culture des peuples, et qu'ils ne prennent leur valeur réelle que si leur origine, leur histoire et leur environnement sont connus avec la plus grande précision,

Considérant que chaque Etat a le devoir de protéger le patrimoine constitué par les biens culturels existant sur son territoire contre les dangers de vol, de fouilles clandestines et d'exportation illicite,

Considérant que, pour parer à ces dangers, il est indispensable que chaque Etat prenne davantage conscience des obligations morales touchant au respect de son patrimoine culturel comme de celui de toutes les nations,

Considérant que les musées, les bibliothèques et les archives, en tant qu'institutions culturelles, doivent veiller à ce que la constitution de leurs collections soit fondée sur des principes moraux universellement reconnus,

Considérant que l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels entravent la compréhension mutuelle des nations que l'Unesco a le devoir de favoriser, entre autres en recommandant aux Etats intéressés des convention internationales à cet effet,

Considérant que, pour être efficace, la protection du patrimoine culturel doit être organisée tant sur le plan national qu'international et exige une étroite collaboration entre les Etats,

Considérant que la Conférence générale de l'Unesco a déjà adopté, en 1964, une recommandation à cet effet,

Etant saisie de nouvelles propositions concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels, question qui constitue le point 19 de l'ordre du jour de la session,

Après avoir décidé, lors de sa quinzième session, que cette question ferait l'objet d'une convention internationale, adopte, ce quatorzième jour de novembre 1970, la présente Convention.

Article premier

Aux fins de la présente Convention sont considérés comme biens culturels les biens qui, à titre religieux ou profane, sont désignés par chaque Etat comme étant d'importance pour l'archéologie, la préhistoire, l'histoire, la littérature, l'art ou la science, et qui appartiennent aux catégories ci-après :

(a) collections et spécimens rares de zoologie, de botanique, de minéralogie et d'anatomie; objets présentant un intérêt paléontologique ;

(b) les biens concernant l'histoire, y compris l'histoire des sciences et des techniques. l'histoire militaire et sociale ainsi que la vie des dirigeants, penseurs, savants

et artistes nationaux, et les événements d'importance nationale.

(c) le produit des fouilles archéologiques (régulières et clandestines) et des découvertes archéologiques :

(d) les éléments provenant du démembrement de monuments artistiques ou historiques et des sites archéologiques;

(e) objets d'antiquité ayant plus de cent ans d'âge, tels que inscriptions, monnaies et sceaux gravés;

(f) le matériel ethnologique ;

(g) les biens d'intérêt artistique tels que :

(i) tableaux, peintures et dessins faits entièrement à la main sur tout support et en toutes matières (à l'exclusion des dessins industriels et des articles manufacturés décorés à la main;

(ii) productions originales de l'art statuaire et de la sculpture, en toutes matières;

(iii) gravures, estampes et lithographies originales;

(iv) assemblages et montages artistiques originaux, en toutes matières;

(h) manuscrits rares et incunables, livres, documents et publications anciens d'intérêt spécial (historique, artistique, scientifique, littéraire, etc.) isolés ou en collections;

(i) timbres-poste, timbres fiscaux et analogues, isolés ou en collections;

(j) archives, y compris les archives phonographiques, photographiques et cinématographiques;

(k) objets d'ameublement ayant plus de cent ans d'âge et instruments de musique anciens.

Article 2

1. Les Etats parties à la présente Convention reconnaissent que l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels constituent l'une des causes principales de l'appauvrissement du patrimoine culturel des pays d'origine de ces biens, et qu'une collaboration internationale constitue l'un des moyens les plus efficaces de protéger leurs biens culturels respectifs contre tous les dangers qui en sont les conséquences.

2. A cette fin, les Etats parties s'engagent à combattre ces pratiques par les moyens dont ils disposent, notamment en supprimant leurs causes, en arrêtant leur cours et en aidant à effectuer les réparations qui s'imposent.

Article 3

Sont illicites l'importation, l'exportation et le transfert de propriété des biens culturels, effectués contrairement aux dispositions prises par les Etats parties en vertu de la présente Convention.

Article 4

Les Etats parties à la présente Convention reconnaissent qu'aux fins de ladite convention, les biens culturels appartenant aux catégories ci-après font partie du patrimoine culturel de chaque Etat :

(a) biens culturels nés du génie individuel ou collectif de ressortissants de l'Etat considéré et biens culturels importants pour l'Etat considéré, créés sur le territoire de cet Etat par des ressortissants étrangers ou par des apatrides résidant sur ce territoire;

(b) biens culturels trouvés sur le territoire national;

(c) biens culturels acquis par des missions archéologiques, ethnologiques ou de sciences naturelles, avec le consentement des autorités compétentes du pays d'origine de ces biens;

(d) biens culturels ayant fait l'objet d'échanges librement consentis;

(e) biens culturels reçus à titre gratuit ou achetés légalement avec le consentement des autorités compétentes du pays d'origine de ces biens.

Article 5

Afin d'assurer la protection de leurs biens culturels contre l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites, les Etats parties à la présente Convention s'engagent dans les conditions appropriées à chaque pays à instituer sur leur territoire, dans la mesure où ils n'existent pas déjà, un ou plusieurs services de protection du patrimoine culturel dotés d'un personnel qualifié et en nombre suffisant pour assurer de manière efficace les fonctions énumérées ci-dessous :

(a) contribuer à l'élaboration des projets de textes législatifs et réglementaires en vue de permettre la protection du patrimoine culturel, et notamment la répression des importations, exportations et transferts de propriété illicites des biens culturels importants;

(b) établir et tenir à jour, sur la base d'un inventaire national de protection, la liste des biens culturels importants, publics et privés, dont l'exportation constituerait un appauvrissement sensible du patrimoine culturel national;

(c) promouvoir le développement ou la création des institutions scientifiques et techniques (musées, bibliothèques, archives, laboratoires, ateliers, etc.) nécessaires pour assurer la conservation et la mise en valeur des biens culturels;

(d) organiser le contrôle des fouilles archéologiques, assurer la conservation «in situ» de certains biens culturels et protéger certaines zones réservées à des recherches archéologiques futures;

(e) établir, à l'intention des personnes intéressées (conservateurs, collectionneurs, antiquaires, etc.), des règles conformes aux principes éthiques formulés dans la présente Convention et veiller au respect de ces règles;

(f) exercer une action éducative afin d'éveiller et de développer le respect du patrimoine culturel de tous les Etats et diffuser largement la connaissance des dispositions de la présente Convention;

(g) veiller à ce qu'une publicité appropriée soit donnée à tout cas de disparition d'un bien culturel.

Article 6

Les Etats parties à la présente Convention s'engagent :

(a) à instituer un certificat approprié par lequel l'Etat exportateur spécifierait que l'exportation du ou des biens culturels visés est autorisée par lui, ce certificat devant accompagner le ou les biens culturels régulièrement exportés;

(b) à interdire la sortie de leur territoire des biens culturels non accompagnés du certificat d'exportation visé ci-dessus;

(c) à porter de façon appropriée cette interdiction à la connaissance du public, et en particulier des personnes qui pourraient exporter ou importer des biens culturels.

Article 7

Les Etats parties à la présente Convention s'engagent :

(a) à prendre toutes les mesures nécessaires, conformes à la législation nationale, pour empêcher l'acquisition, par les musées et autres institutions similaires situés sur leur territoire, de biens culturels en provenance d'un autre Etat partie à la Convention, biens qui auraient été exportés illicitement après l'entrée en vigueur de la Convention ; dans la mesure du possible, à informer l'Etat d'origine, partie à la présente Convention, des offres de tels biens culturels sortis illicitement du terri-

toire de cet Etat après l'entrée en vigueur de la présente Convention, à l'égard des deux Etats en cause:

(b) (i) à interdire l'importation des biens culturels volés dans un musée ou un monument public civil ou religieux, ou une institution similaire, situés sur le territoire d'un autre Etat partie à la présente Convention après l'entrée en vigueur de celle-ci à l'égard des Etats en question, à condition qu'il soit prouvé que ce ou ces biens font partie de l'inventaire de cette institution;

(ii) à prendre des mesures appropriées pour saisir et restituer à la requête de l'Etat d'origine partie à la Convention tout bien culturel ainsi volé et importé après l'entrée en vigueur de la présente Convention à l'égard des deux Etats concernés, à condition que l'Etat requérant verse une indemnité équitable à la personne qui est acquéreur de bonne foi ou qui détient légalement la propriété de ce bien. Les requêtes de saisie et de restitution doivent être adressées à l'Etat requis par la voie diplomatique. L'Etat requérant est tenu de fournir, à ses frais, tout moyen de preuve nécessaire pour justifier sa requête de saisie et de restitution. Les Etats parties s'abstiennent de frapper de droits de douane ou d'autres charges les biens culturels restitués en conformité avec le présent article. Toutes les dépenses afférentes à la restitution du ou des biens culturels en question sont à la charge de l'Etat requérant.

Article 8

Les Etats parties à la présente Convention s'engagent à frapper de sanctions pénales ou administratives toute personne responsable d'une infraction aux interdictions prévues aux articles 6 (b) et 7 (b) ci-dessus.

Article 9

Tout Etat partie à la présente Convention et dont le patrimoine culturel est mis en danger par certains pillages archéologiques ou ethnologiques peut faire appel aux Etats qui sont concernés. Les Etats parties à la présente Convention s'engagent à participer à toute opération internationale concertée dans ces circonstances, en vue de déterminer et d'appliquer les mesures concrètes nécessaires, y compris le contrôle de l'exportation, de l'importation et du commerce international des biens culturels spécifiques concernés. En attendant un accord, chaque Etat concerné prendra, dans la mesure du possible, des dispositions provisoires pour prévenir un dommage irréversible au patrimoine culturel de l'Etat demandeur.

Article 10

Les Etats parties à la présente Convention s'engagent :

(a) à restreindre par l'éducation, l'information et la vigilance, les transferts de biens culturels illégalement enlevés de tout Etat partie à la présente Convention et, dans les conditions appropriées à chaque pays, à obliger, sous peine de sanctions pénales ou administratives, les antiquaires à tenir un registre mentionnant la provenance de chaque bien culturel, le nom et l'adresse du fournisseur, la description et le prix de chaque bien vendu, ainsi qu'à informer l'acheteur du bien culturel de l'interdiction d'exportation dont ce bien peut être l'objet ;

(b) à s'efforcer, par l'éducation, de créer et de développer dans le public le sentiment de la valeur des biens culturels et du danger que le vol, les ventes clandestines et les exportations illicites représentent pour le patrimoine culturel.

Article 11

Sont considérés comme illicites l'exportation et le transfert de propriété forcés de biens culturels résultant

directement ou indirectement de l'occupation d'un pays par une puissance étrangère.

Article 12

Les Etats parties à la présente Convention respecteront le patrimoine culturel dans les territoires dont ils assurent les relations internationales et prendront les mesures appropriées pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels dans ces territoires.

Article 13

Les Etats parties à la présente Convention s'engagent par ailleurs dans le cadre de la législation de chaque Etat :

(a) à empêcher, par tous moyens appropriés, les transferts de propriété de biens culturels tendant à favoriser l'importation ou l'exportation illicites de ces biens ;

(b) à faire en sorte que leurs services compétents collaborent en vue de faciliter la restitution, à qui de droit, dans les délais les plus rapides des biens culturels exportés illicitement ;

(c) à admettre une action de revendication de biens culturels perdus ou volés exercée par le propriétaire légitime ou en son nom ;

(d) à reconnaître, en outre, le droit imprescriptible de chaque Etat partie à la présente Convention, de classer et déclarer inaliénables certains biens culturels qui, de ce fait, ne doivent pas être exportés, et à faciliter la récupération par l'Etat intéressé de tels biens au cas où ils auraient été exportés.

Article 14

Pour prévenir les exportations illicites et faire face aux obligations qu'entraîne l'exécution des dispositions de la présente Convention, chaque Etat partie à ladite Convention devra, dans la mesure de ses moyens, doter les services nationaux de protection du patrimoine culturel d'un budget suffisant et, si nécessaire, pourra créer un fonds à cette fin.

Article 15

Rien, dans la présente Convention, n'empêche les Etats qui y sont parties de conclure entre eux des accords particuliers ou de poursuivre la mise à exécution des accords déjà conclus concernant la restitution de biens culturels sortis de leur territoire d'origine, pour quelque raison que ce soit, avant l'entrée en vigueur de la présente Convention pour les Etats intéressés.

Article 16

Les Etats parties à la présente Convention indiqueront dans des rapports périodiques qu'ils présenteront à la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, aux dates et sous la forme qu'elle déterminera, les dispositions législatives et réglementaires et les autres mesures qu'ils auront adoptées pour l'application de la présente Convention, ainsi que des précisions sur l'expérience qu'ils auront acquise dans ce domaine.

Article 17

1. Les Etats parties à la présente Convention peuvent faire appel au concours technique de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, notamment en ce qui concerne :

- (a) l'information et l'éducation ;
- (b) la consultation et l'expertise ;
- (c) la coordination et les bons offices.

2. L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture peut, de sa propre initiative, entreprendre des recherches et publier des études sur les problèmes relatifs à la circulation illicite des biens culturels.

3. A cette fin, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture peut également recourir à la coopération de toute organisation non gouvernementale compétente.

4. L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture est habilitée à faire, de sa propre initiative, des propositions aux Etats parties en vue de la mise en oeuvre de la présente Convention.

5. A la demande d'au moins deux Etats parties à la présente Convention qu'oppose un différend relatif à la mise en oeuvre de celle-ci, l'Unesco peut offrir ses bons offices afin d'arriver à un accord entre eux.

Article 18

La présente Convention est établie en anglais, en espagnol, en français et en russe, les quatre textes faisant également foi.

Article 19

1. La présente Convention sera soumise à la ratification ou à l'acceptation des Etats membres de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, conformément à leurs procédures constitutionnelles respectives.

2. Les instruments de ratification ou d'acceptation seront déposés auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

Article 20

1. La présente Convention est ouverte à l'adhésion de tout Etat non membre de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, invité à y adhérer par le Conseil exécutif de l'Organisation.

2. L'adhésion se fera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

Article 21

La présente Convention entrera en vigueur trois mois après la date de dépôt du troisième instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, mais uniquement à l'égard des Etats qui auront déposé leurs instruments respectifs de ratification, d'acceptation ou d'adhésion à cette date ou antérieurement. Elle entrera en vigueur pour chaque autre Etat trois mois après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion.

Article 22

Les Etats parties à la présente Convention reconnaissent que celle-ci est applicable non seulement à leurs territoires métropolitains mais aussi aux territoires dont ils assurent les relations internationales ; ils s'engagent à consulter, si nécessaire, les gouvernements ou autres autorités compétentes desdits territoires, au moment de la ratification, de l'acceptation ou de l'adhésion, ou auparavant, en vue d'obtenir l'application de la Convention à ces territoires, ainsi qu'à notifier au Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, les territoires auxquels la Convention s'appliquera, cette ratification devant prendre effet trois mois après la date de sa réception.

Article 23

1. Chacun des Etats parties à la présente Convention aura la faculté de dénoncer la présente Convention en son nom propre ou au nom de tout territoire dont il assure les relations internationales.

2. La dénonciation sera notifiée par un instrument écrit déposé auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

3. La dénonciation prendra effet douze mois après réception de l'instrument de dénonciation.

Article 24

Le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture informera les Etats membres de l'Organisation, les Etats non membres visés à l'article 20, ainsi que l'Organisation des Nations Unies, du dépôt de tous les instruments de ratification, d'acceptation ou d'adhésion mentionnés aux articles 19 et 20, de même que des notifications et dénonciations respectivement prévues aux articles 22 et 23.

Article 25

1. La présente Convention pourra être révisée par la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. La révision ne liera cependant que les Etats qui deviendront parties à la Convention portant révision.

2. Au cas où la Conférence générale adopterait une nouvelle convention portant révision totale ou partielle de la présente Convention, et à moins que la nouvelle convention n'en dispose autrement, la présente Convention cesserait d'être ouverte à la ratification, à l'acceptation ou à l'adhésion, à partir de la date d'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant révision.

Article 26

Conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, la présente Convention sera enregistrée au Secrétariat des Nations Unies à la requête du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

Fait à Paris, ce dix-septième jour de novembre 1970, en deux exemplaires authentiques portant la signature du Président de la Conférence générale, réunie en sa seizième session, et du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, qui seront déposés dans les archives de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, et dont des copies certifiées conformes seront remises à tous les Etats visés aux articles 19 et 20 ainsi qu'à l'Organisation des Nations Unies.

Le texte qui précède est le texte authentique de la Convention dûment adoptée par la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture à sa seizième session, qui s'est tenue à Paris et qui a été déclarée close le quatorzième jour de novembre 1970.

EN FOI DE QUOI ont apposé leur signature, ce dix-septième jour de novembre 1970.

ΣΥΜΒΑΣΙΣ

Ἀφοῶσα εἰς τὰ ληφθησόμενα μέτρα διὰ τὴν ἀπαγόρευσιν καὶ παρεμπόδισιν τῆς παρανόμου εἰσαγωγῆς, ἐξαγωγῆς καὶ μεταβιβάσεως κυριότητος τῶν πολιτιστικῶν ἀγαθῶν.

Ἡ Γενικὴ Διεύθυνσις τῆς Ὄργανώσεως τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν.

φωσιν, συνελθούσα εν Παρισίοις, από 12 'Οκτωβρίου μέχρι 14 Νοεμβρίου 1970 εις την δεκάτην ἕκτην σύνοδόν της,

Υπομιμνήσκουσα τήν σημασίαν τῶν διατάξεων τῆς Διακηρύξεως τῶν Ἀρχῶν τῆς Διεθνούς Πολιτιστικῆς Συμπράξεως, ἡ ὁποία ἐγένετο δεκτὴ ὑπὸ τῆς Γενικῆς Διασκεψέως κατὰ τὴν δεκάτην τετάρτην σύνοδόν της.

Θεωροῦσα ὅτι ἡ ἀνταλλαγὴ πολιτιστικῶν ἀγαθῶν μεταξὺ ἐθνῶν δι' ἐπιστημονικούς, πολιτιστικούς καὶ ἐκπαιδευτικούς σκοπούς προάγει τὴν γνῶσιν τοῦ ἀνθρωπίνου πολιτισμοῦ, ἐμπλουτίζει τὴν πολιτιστικὴν ζωὴν ὄλων τῶν λαῶν καὶ γεννᾷ τὸν ἀμοιβαῖον σεβασμὸν καὶ ἐκτίμησιν μεταξὺ τῶν ἐθνῶν.

Θεωροῦσα ὅτι τὰ πολιτιστικὰ ἀγαθὰ ἀποτελοῦν βασικὸν στοιχεῖον τοῦ πολιτισμοῦ καὶ τῆς πνευματικῆς καλλιτεργίας τῶν λαῶν καὶ ὅτι ἀποκτοῦν τὴν πραγματικὴν τους ἀξίαν μόνον ὅταν ἡ προέλευσίς των, ἡ ἱστορία των καὶ τὸ περιβάλλον των καθίστανται γνωστὰ μὲ τὴν μεγαλύτεραν ἀκρίβειαν,

Θεωροῦσα ὅτι ἕκαστον Κράτος ἔχει τὸ καθήκον νὰ προστατεύῃ τὴν κληρονομίαν τὴν ἀπαρτιζομένην ἀπὸ τὰ εἰς τὸ ἔδαφός του ὑφιστάμενα πολιτιστικὰ ἀγαθὰ κατὰ τῶν κινδύνων κλοπῆς, λαθραίων ἀνασκαφῶν καὶ παρανόμου ἐξαγωγῆς,

Θεωροῦσα ὅτι, διὰ νὰ ἀποτραποῦν οἱ ἐν λόγῳ κίνδυνοι, εἶναι ἀπαραίτητον κάθε Κράτος νὰ συνειδητοποιήσῃ περισσότερον τὰς ἡθικὰς ὑποχρεώσεις τοῦ σεβασμοῦ τῆς πολιτιστικῆς κληρονομίας αὐτοῦ καὶ τῶν ἄλλων ἐθνῶν,

Θεωροῦσα ὅτι τὰ μουσεῖα, αἱ βιβλιοθήκαι καὶ τὰ ἀρχεῖα ὡς πολιτιστικὰ Ἰδρύματα, πρέπει νὰ ἐξασφαλίζουσι ὅπως ἡ συγκρότησις τῶν συλλογῶν τους βασίζεται ἐπὶ ἡθικῶν ἀρχῶν παγκοσμίως ἀνεγνωρισμένων,

Θεωροῦσα ὅτι ἡ παράνομος εἰσαγωγὴ, ἐξαγωγή καὶ μεταβίβασις τῆς κυριότητος τῶν πολιτιστικῶν ἀγαθῶν παρεμποδίζει τὴν ἀμοιβαίαν κατανόησιν μεταξὺ τῶν ἐθνῶν, τὴν ὁποίαν ἡ Οὐνέσκο ἔχει καθήκον νὰ εὐνοήσῃ συνιστώσα, μεταξὺ ἄλλων, εἰς τὰ ἐνδιαφερόμενα Κράτη τὴν σύναψιν διεθνῶν συμβάσεων πρὸς τὸν σκοπὸν αὐτόν,

Θεωροῦσα ὅτι διὰ νὰ εἶναι ἀποτελεσματικὴ αὐτὴ ἡ προστασία τῆς πολιτιστικῆς κληρονομίας δέον νὰ εἶναι ὀργανωμένη τῶσιν ἐπὶ τοῦ ἐθνικοῦ ὅσον καὶ ἐπὶ τοῦ διεθνοῦς ἐπιπέδου, ἀπαιτεῖ στενὴν συνεργασίαν μεταξὺ τῶν Κρατῶν.

Θεωροῦσα ὅτι ἡ Γενικὴ Διασκεψὶς τῆς Οὐνέσκο ἔκαμε δεκτὴν ἤδη, κατὰ τὸ 1964, Σύστασιν πρὸς τὸν σκοπὸν αὐτόν, ἔχουσα ὑπ' ὄψει τὰς νέας προτάσεις αἱ ὁποῖαι ὑπεβλήθησαν εἰς αὐτὴν καὶ ἀφοροῦν εἰς τὴν λήψιν μέτρων διὰ τὴν ἀπαγόρευσιν καὶ ἀποτροπὴν τῆς παρανόμου εἰσαγωγῆς, ἐξαγωγῆς καὶ μεταβιβάσεως τῆς κυριότητος τῶν πολιτιστικῶν ἀγαθῶν, ζητήματος ὅπερ συνιστᾷ τὸ ὑπ' ἀριθ. 19 θέμα τῆς ἡμερησίας διατάξεως τῆς συνόδου,

ἔχουσα ἀποφασίσει, κατὰ τὴν δεκάτην πέμπτην σύνοδόν της, ὅτι τὸ θέμα αὐτὸ θὰ ἀπετέλει τὸ ἀντικείμενον διεθνούς συμβάσεως,

Κάνει δεκτὴν τὴν παρούσαν Σύμβασιν, σήμερον δεκάτην τετάρτην Νοεμβρίου 1970.

* Ἀρθρον 1.

Διὰ τοὺς σκοπούς τῆς παρούσης Συμβάσεως θεωροῦνται ὡς «πολιτιστικὰ ἀγαθὰ» ἐκεῖνα τὰ ὁποῖα, θρησκευτικὰ ἢ κοσμικὰ, καθορίζονται ὑφ' ἐνός ἐκάστου τῶν Κρατῶν ὡς ἔχοντα σπουδαιότητα διὰ τὴν ἀρχαιολογίαν, τὴν προϊστορίαν, τὴν ἱστορίαν, τὴν φιλολογίαν, τὴν τέχνην ἢ τὴν ἐπιστήμην καὶ τὰ ὁποῖα ἀνήκουν εἰς τὰς ἀκολούθους κατηγορίας:

α) συλλογαὶ καὶ σπάνια δείγματα ζωολογίας, βοτανικῆς, ὀρυκτολογίας καὶ ἀνατομίας, καὶ ἀντικείμενα τὰ ὁποῖα παρυσιάζουσι παλαιοντολογικὸν ἐνδιαφέρον·

β) ἀγαθὰ ἀφορῶντα εἰς τὴν ἱστορίαν, συμπεριλαμβανομένης τῆς ἱστορίας τῶν ἐπιστημῶν καὶ τεχνολογίας, καὶ τὴν στρατιωτικὴν καὶ τὴν κοινωνικὴν ἱστορίαν, καθὼς καὶ εἰς τὴν ζωὴν τῶν ἐθνικῶν ἡγετῶν, διανοουμένων, ἐπιστημόνων καὶ καλλιτεχνῶν καὶ εἰς τὰ ἐθνικῆς σημασίας γεγονότα.

γ) εὐρήματα ἀρχαιολογικῶν ἀνασκαφῶν (περιλαμβανομένων τῶν κανονικῶν καὶ λαθραίων) ἢ ἀρχαιολογικῶν ἀνακαλύψεων·

δ) στοιχεῖα προερχόμενα ἐκ τοῦ διαμελισμοῦ καλλιτεχνικῶν ἢ ἱστορικῶν μνημείων ἢ ἀρχαιολογικῶν χώρων·

ε) ἀρχαιολογικὰ ἀντικείμενα χρονολογούμενα ἀπὸ ἑκατὸν καὶ πλέον ἐτῶν, ὡς ἐπιγραφαί, νομίσματα καὶ ἐγγράφατοι σφραγίδες·

στ) ἀντικείμενα ἐθνολογικοῦ ἐνδιαφέροντος·

ζ) ἀγαθὰ καλλιτεχνικοῦ ἐνδιαφέροντος ὡς:

ι) πίνακες, ζωγραφικαὶ παραστάσεις καὶ σχέδια ἐξ ὀλοκλήρου χειροποίητα ἐφ' οἰουδήποτε ὑποστηρίγματος καὶ ἐξ οἰασδήποτε ὕλης (ἀποκλειομένων τῶν βιομηχανικῶν σχεδίων καὶ τῶν εἰδῶν χειροτεχνίας τῶν διὰ χειρὸς διακεκοσμημένων)·

ii) πρωτότυπα προϊόντα ἀγαματοποιίας καὶ γλυπτικῆς ἐξ οἰασδήποτε ὕλης·

iii) πρωτότυπα ἔργα χειροτεχνίας, ἀποτυπωμάτων καὶ λιθογραφίας·

iv) πρωτότυπα καλλιτεχνικὰ σύνολα καὶ καλλιτεχνικὰ συναρμολογήσεις ἐκ πάσης ὕλης·

η) σπάνια χειρόγραφα καὶ ἀρχετύπα, παλαιὰ βιβλία, ἔγγραφα καὶ ἐκδόσεις εἰδικῶν ἐνδιαφέροντος (ἱστορικοῦ, καλλιτεχνικοῦ, ἐπιστημονικοῦ, φιλολογικοῦ κλπ.) εἴτε μεμονωμένα εἴτε εἰς συλλογὰς·

θ) γραμματόσημα, χαρτόσημα καὶ παρόμοια, μεμονωμένα ἢ εἰς συλλογὰς·

ι) ἀρχεῖα, περιλαμβανομένων τῶν φωνογραφικῶν, φωτογραφικῶν καὶ κινηματογραφικῶν ἀρχείων·

κ) ἀντικείμενα ἐπιπλώσεως χρονολογούμενα ἀπὸ ἑκατὸν καὶ πλέον ἐτῶν καὶ ἀρχαῖα μουσικὰ ὄργανα.

* Ἀρθρον 2.

1. Τὰ Κράτη Μέλη τῆς παρούσης Συμβάσεως ἀναγνωρίζουσι ὅτι, ἡ παράνομος εἰσαγωγὴ, ἐξαγωγή καὶ μεταβίβασις τῆς κυριότητος τῶν πολιτιστικῶν ἀγαθῶν συνιστοῦν μίαν ἐκ τῶν κυρίων αἰτιῶν αἱ ὁποῖαι καθιστοῦν πτωχότεραν τὴν πολιτιστικὴν κληρονομίαν τῶν χωρῶν προελεύσεως τῶν ἀγαθῶν αὐτῶν, καὶ ὅτι ἡ διεθνὴς συνεργασία συνιστᾷ ἕνα ἐκ τῶν πλέον ἀποτελεσματικῶν μέσων προστασίας τῶν πολιτιστικῶν ἀγαθῶν ἐκάστης χώρας ἐναντι ὄλων τῶν ἀναφωμένων κινδύνων.

2. Πρὸς τὸν σκοπὸν αὐτόν τὰ Κράτη - Μέλη ἀναλαμβάνουσι τὴν ὑποχρέωσιν νὰ καταπολεμήσουσι τὰς ἐνεργείας αὐτὰς διὰ τῶν μέσων τὰ ὁποῖα διαθέτουσι, ἰδίᾳ δέ, διὰ τῆς ἐξαλείψεως τῶν αἰτιῶν τους, διὰ τῆς ἀναστολῆς τῆς προωδήσεώς των καὶ διὰ τῆς συμβολῆς εἰς τὴν πραγματοποιήσιν τῶν ἀναγκαίων ἐπανορθώσεων.

* Ἀρθρον 3.

Εἶναι παράνομοι ἡ εἰσαγωγὴ, ἐξαγωγή ἢ μεταβίβασις τῆς κυριότητος τῶν πολιτιστικῶν ἀγαθῶν, αἱ πραγματοποιούμεναι κατ' ἀντίθεσιν πρὸς τὰς διατάξεις τὰς θεσπισθείσας ὑπὸ τῶν Κρατῶν Μελῶν δυνάμει τῆς παρούσης Συμβάσεως.

* Ἀρθρον 4.

Τὰ Κράτη Μέλη τῆς παρούσης Συμβάσεως ἀναγνωρίζουσι ὅτι διὰ τοὺς σκοπούς τῆς Συμβάσεως, ἀγαθὰ τὰ ὁποῖα περιλαμβάνονται εἰς τὰς ἀκολούθους κατηγορίας ἀποτελοῦν τμήμα τῆς πολιτιστικῆς κληρονομίας ἐκάστου Κράτους:

α) πολιτιστικὰ ἀγαθὰ προϊόντα τῆς ἀτομικῆς ἢ συλλογικῆς ἰδιοφυίας ὑπηκόων τοῦ περὶ οὗ πρόκειται Κράτους καὶ πολιτιστικὰ ἀγαθὰ σημαντικὰ διὰ τὸ ἐν λόγῳ Κράτος δημιουργηθέντα ἐντὸς τῆς ἐπικρατείας του, παρ' ἀλλοδαπῶν ὑπηκόων ἢ παρ' ἀπατρίδων διαμενοντῶν ἐντὸς τῆς ἐπικρατείας ταύτης·

β) πολιτιστικὰ ἀγαθὰ εὐρεθέντα ἐντὸς τοῦ ἐθνικοῦ ἐδάφους·

γ) πολιτιστικὰ ἀγαθὰ κτηθέντα ἀπὸ ἀποστολῆς ἀρχαιολογικῆς, ἐθνολογικῆς ἢ φυσικῶν ἐπιστημῶν, τῇ συναινέσει τῶν ἀρμοδίων ἀρχῶν τῆς χώρας προελεύσεως τῶν ἀγαθῶν αὐτῶν·

δ) πολιτιστικά αγαθά αποτελέσαντα αντικείμενον έλευθέριων συναφθεισών ανταλλαγών·

ε) πολιτιστικά αγαθά κτηθέντα δωρεάν ή αγορασθέντα νομίμως τή συναιρέσει των άρμοδίων άρχών τής χώρας προσλεύσεως των αγαθών αυτών.

*Άρθρον 5.

Διά να εξασφαλισθ ή προστασία των πολιτιστικών τους αγαθών έναντι τής παρανόμου εισαγωγής, εξαγωγής και μεταβιβάσεως τής κυριότητος, τά Κράτη Μέλη τής παρούσης Συμβάσεως αναλαμβάνουν την υποχρέωσιν, συμφώνως προς τας προσδιαζούσας εις έκάστην χώραν συνθήκας, να ιδρύσουν εις την επικράτειάν των μίαν ή περισσοτέρας υπηρεσίας, όπου δέν υπάρχουν ήδη, διά την προστασίαν τής πολιτιστικής κληρονομίας, εφωδιασμένας με τό κατάλληλον προσωπικόν και εις επαρκή αριθμόν ώστε να διασφαλίζονται κατ' αποτελεσματικόν τρόπον αι κατωτέρω άπαριθμούμεναι λειτουργίαι:

α) συμβολή εις την έπεξεργασίαν των σχεδίων νομοθετικών και κανονιστικών κειμένων, των αποβλεπόντων εις την προστασίαν τής πολιτιστικής κληρονομίας και ειδικώς εις την περισταλήν των παρανόμων εισαγωγών, εξαγωγών και μεταβιβάσεων κυριότητος σημαντικών πολιτιστικών αγαθών·

β) κατάρτισις και ενημέρωσις, επί τή βάσει ένδικής άπογραφής των προστατευόμενων αγαθών, ένός καταλόγου των σημαντικών πολιτιστικών αγαθών δημοσίων και ιδιωτικών των όποιων ή εξαγωγή θά καθίστα αίσθητως πτωχότεραν την ένδικήν πολιτιστικήν κληρονομίαν·

γ) προαγωγή τής άναπτύξεως ή τής δημιουργίας έπιστημονικών και τεχνικών ιδρυμάτων (μουσείων, βιβλιοθηκών, αρχείων, γυμνείων, εργαστηρίων...) άναγκαία διά την εξασφάλισιν τής διατηρήσεως και άξιοποίησεως των πολιτιστικών αγαθών·

δ) όργάνωσις του έλέγχου των αρχαιολογικών ανασκαφών, εξασφάλισις τής διατηρήσεως (έντός ώρισμένου χώρου) ώρισμένων πολιτιστικών αγαθών και προστασία ώρισμένων περιοχών αι όποιαί προορίζονται διά μελλοντικής αρχαιολογικής ανασκαφάς·

ε) θέσεισις, προς όφελος των ένδιαφερομένων (έπιμελητών, συλλογών, αρχαιοπωλών κλπ.), κανόνων συμφώνως προς τας ήδικάς αρχάς τας διατυπωμένας εις την παρούσαν Σύμβασιν και επαγρύπνησις διά την τήρησιν αυτών των κανόνων·

στ) λήψις εκπαιδευτικών μέτρων διά την άφύπνισιν και άνάπτυξιν του σεβασμού τής πολιτιστικής κληρονομίας όλων των Κρατών και διάδοσις ώστε να καταστούν εύρέως γνωσταί αι διατάξεις τής παρούσης Συμβάσεως·

ζ) μέριμνα ώστε να δίδεται προσδιάζουσα δημοσιότης εις έκάστην περίπτωσιν εξαφανίσεως οιουδήποτε πολιτιστικού αγαθού.

*Άρθρον 6.

Τά Κράτη Μέλη τής παρούσης Συμβάσεως αναλαμβάνουν την υποχρέωσιν:

α) να εκδίδουν ειδικόν πιστοποιητικόν, εις τό όποιον τό Κράτος εξαγωγέας θά καθορίξη ότι ή εξαγωγή των περιών πρόκειται πολιτιστικών αγαθών επιτρέπεται· τό πιστοποιητικόν τούτο θά πρέπει να συνοδεύη όλα τά κανονικώς εξαγόμενα πολιτιστικά αγαθά·

β) να άπαγορεύουν την εκ του εδάφους των έξοδον των πολιτιστικών αγαθών τά όποια τυχόν δέν συνοδεύονται υπό του ως άνω αναφερομένου πιστοποιητικού εξαγωγής·

γ) να καθίστουν καταλλήλως γνωστήν εις τό κοινόν την άπαγόρευσιν αυτήν και ιδιαίτερώς μεταξύ των προσώπων τά όποια πιθανώς εισάγουν ή εξαγουν πολιτιστικά αγαθά.

*Άρθρον 7.

Τά Κράτη Μέλη τής παρούσης Συμβάσεως αναλαμβάνουν την υποχρέωσιν:

α) να λαμβάνουν πάντα τά απαιτούμενα μέτρα, συμφώνως προς την ένδικήν νομοθεσίαν, διά να έμποδίζουν την άπόκτησιν υπό των μουσείων και άλλων παρομοίων ιδρυμάτων κει-

μένων εις την επικράτειάν τους, πολιτιστικών αγαθών προερχομένων έξ άλλου Κράτους Μέλους τής Συμβάσεως, αγαθών τά όποια έχουν εξαχθ ή παρανόμως μετά την θέσιν έν ισχύι τής παρούσης Συμβάσεως· να πληροφορούν έν ώ μέτρω τούτο είναι δυνατόν, τό Κράτος προσλεύσεως, Μέλος τής παρούσης Συμβάσεως, διά τας προσφοράς τοιούτων πολιτιστικών αγαθών έξελθόντων παρανόμως τής επικρατείας του Κράτους τούτου, μετά την θέσιν έν ισχύι τής παρούσης Συμβάσεως εις τά Κράτη αυτά·

β) (ι) να άπαγορεύουν την εισαγωγήν πολιτιστικών αγαθών κλαπέντων έξ ένός μουσείου ή ένός θρησκευτικού ή δημοσίου μνημείου ή παρομοίου ιδρύματος, εύρισκομένων εις την επικράτειαν ένός άλλου Κράτους Μέλους τής παρούσης Συμβάσεως, μετά την θέσιν έν ισχύι τής παρούσης Συμβάσεως εις τά περιών πρόκειται Κράτη, υπό την προϋπόθεσιν, ότι είναι άποδεδειγμένον ότι τά πολιτιστικά αυτά αγαθά αποτελούν τμήμα τής άπογραφής του έν λόγω ιδρύματος·

(ιι) να λαμβάνουν τά κατάλληλα μέτρα διά την κατάσχεσιν και άπόδοσιν, τή αίτήσιν του Κράτους Μέλους προσλεύσεως του αγαθού, παντός πολιτιστικού αγαθού ούτω κλαπέντος και εισαχθέντος, μετά την θέσιν έν ισχύι τής παρούσης Συμβάσεως εις τά δύο αναφερόμενα Κράτη, υπό τον όρον ότι τό απαιτούν Κράτος θά καταβάλη δικαίαν άποζημίωσιν εις τον καλή τή πίστει άποκτήσαντα ή εις τον νομίμως έχοντα κυριότητα επί του πράγματος. Αι αίτήσεις κατασχεσεως και άποδόσεως όφείλουν να άπευθύνονται προς τό κατέχον Κράτος όφείλει να παρέχη ιδίοις έξόδοις, πών μέσον αναγκαίας άποδείξεως, ίνα αιτιολογή την αίτησίν του περι κατασχεσεως και άποδόσεως. Τά Κράτη Μέλη άπέχουν τής έπιβολής τελωνειακών δασμών ή άλλων βαρών επί των άπαξιωμένων συμφώνως τώ παρόντι άρθρω πολιτιστικών αγαθών. Όλοι αι απαιτούμεναι διά την άπόδοσιν των έν λόγω πολιτιστικών αγαθών δαπάναι, επιβαρύνουν τό αίτούν Κράτος.

*Άρθρον 8.

Τά Κράτη Μέλη τής παρούσης Συμβάσεως υποχρεούνται να πατάσσουν διά ποινικών ή διοικητικών κυρώσεων πών άτομον υπεύθυνον παραβάσεως των εις τά ως άνω άρθρα 6 (β) και 7 (β), προβλεπομένων άπαγορεύσεων.

*Άρθρον 9.

Πών Κράτος Μέλος τής παρούσης Συμβάσεως του όποιου ή πολιτιστική κληρονομία εύρίσκειται έν κινδύνω συνεπίξ ώρισμένων αρχαιολογικών ή ένυολογικών διαπραγών, δύναται να άπευθύνη έκκλησιν προς άλλα Κράτη Μέλη. Τά Κράτη Μέλη τής παρούσης Συμβάσεως υποχρεούνται να συμμετέχουν εις πάσαν διεθνή έπιχειρήσιν συμφωνουμένην υπό τας έν λόγω συνθήκας, διά να άποσαφηνισθουν και εφαρμοσθουν τά άπαράιτητα διά την συγκεκριμένην περίπτωσιν μέτρα, περιλαμβανομένου και του έλέγχου τής εξαγωγής, εισαγωγής και του διεθνούς έμπορίου των περιών πρόκειται πολιτιστικών αγαθών. Έν άναμονή συνάψεως συμφωνίας έκαστον Κράτος, θά λαμβάνη έν τώ μέτρω του δυνατού, προσωρινά μέτρα προς άποτροπήν ανεπανορθώτου ελαθους τής πολιτιστικής κληρονομίας του αίτούντος Κράτους.

*Άρθρον 10.

Τά Κράτη Μέλη τής παρούσης Συμβάσεως αναλαμβάνουν την υποχρέωσιν:

α) να περιορίζουν διά τής εκπαιδύσεως, τής πληροφορήσεως και τής επαγρύπνησεως, τας μετακινήσεις των παρανόμως αφαιρεθέντων πολιτιστικών αγαθών, έξ οιουδήποτε Κράτους Μέλους τής παρούσης Συμβάσεως και, συμφώνως προς τας ιδιαιτέρας εις έκαστον κράτος συνθήκας, να υποχρεώνουν, επί ποινή έπιβολής ποινικών ή διοικητικών κυρώσεων, τους αρχαιοπώλας όπως τηρούν βιβλίον εις τό όποιον θά αναφέρονται ή προέλευσις έκαστου πολιτιστικού αγαθού, τό όνομα και ή διεύθυνσις του προμηθευτού, ή περιγραφή και ή τιμή έκαστου πωληθέντος αγαθού, καθώς και να

πληροφορούν τὸν ἀγοραστήν τοῦ πολιτιστικοῦ αὐτοῦ ἀγαθοῦ διὰ τὴν ἀπαγόρευσιν ἐξαγωγῆς. τῆς ὁποίας τὸ ἀγαθὸν τοῦτο δύναται νὰ ἀποτελῇ ἀντικείμενον.

β) νὰ προσπαθοῦν διὰ τῆς ἐκπαιδεύσεως νὰ δημιουργοῦν καὶ νὰ ἀναπτύσσουν εἰς τὸ κοινὸν τὸ αἶσθημα τῆς ἀξίας τῶν πολιτιστικῶν ἀγαθῶν καὶ τοῦ κινδύνου, τὸν ὁποῖον ἡ κλοπή, αἱ λαθραῖαι ἀνασκαφαὶ καὶ αἱ παράνομοι ἐξαγωγαὶ ἀντιπροσωπεύουν διὰ τὴν πολιτιστικὴν κληρονομίαν.

Ἄρθρον 11.

Θεωροῦνται ὡς παράνομοι αἱ διὰ τῆς βίας ἐξαγωγή καὶ μεταβίβασις κυριότητος τῶν πολιτιστικῶν ἀγαθῶν, αἱ γενόμεναι ἀμέσως ἢ ἐμμέσως διὰ τῆς κατοχῆς χώρας τινὸς ὑπὸ ξένης δυνάμεως.

Ἄρθρον 12.

Τὰ Κράτη Μέλη τῆς παρούσης Συμβάσεως θὰ σέβονται τὴν πολιτιστικὴν κληρονομίαν εἰς τὰ ἐδάφη τῶν ὁποίων διασφαλίζουν τὰς διεθνεῖς σχέσεις καὶ θὰ λαμβάνουν τὰ κατάλληλα μέτρα διὰ νὰ ἀπαγορεύουν καὶ ἐμποδίζουν τὴν παράνομον εἰσαγωγὴν, ἐξαγωγὴν καὶ μεταβίβασιν κυριότητος τῶν πολιτιστικῶν ἀγαθῶν εἰς τὰ ἐν λόγῳ ἐδάφη.

Ἄρθρον 13.

Τὰ Κράτη Μέλη τῆς παρούσης Συμβάσεως ἀναλαμβάνουν ἐπίσης τὴν ὑποχρέωσιν, ἐν τῷ πλαισίῳ τῆς νομοθεσίας ἐκάστου Κράτους:

α) νὰ ἐμποδίζουν δι' ὄλων τῶν προσηκόντων μέτρων, τὰς μεταβιβάσεις κυριότητος πολιτιστικῶν ἀγαθῶν αἱ ὁποῖαι τεῖνον εἰς τὸ νὰ εὐνοήσουν τὴν παράνομον εἰσαγωγὴν ἢ ἐξαγωγὴν τῶν ἐν λόγῳ ἀγαθῶν.

β) νὰ ἐξασφαλίζουν τὴν συνεργασίαν τῶν ἀρμοδίων ὑπηρεσιῶν τους πρὸς τὸν σκοπὸν ὅπως διευκολύνεται ἢ εἰς τὸν ἔχοντα νόμιμον δικαίωμα ἀπόδοσις τῶν παρανόμως ἐξαχθέντων πολιτιστικῶν ἀγαθῶν, ἐντὸς τῶν συντομωτέρων προθεσμιῶν.

γ) νὰ δέχονται ἀγωγὰς διεκδικήσεως τῶν ἀπωλεσθέντων ἢ κλαπέντων πολιτιστικῶν ἀγαθῶν, ἀσκουμένας ὑπὸ τοῦ νομίμου κυρίου ἢ ἐν ὀνόματί του.

δ) νὰ ἀναγνωρίζουν τὸ ἀπαράγραπτον δικαίωμα ἐκάστου Κράτους Μέλους τῆς παρούσης Συμβάσεως νὰ κατατάσῃ καὶ κηρύττῃ ἀναπαλλοτρίωτα ὀρισμένα πολιτιστικὰ ἀγαθὰ, τὰ ὁποῖα, ὡς ἐκ τούτου δὲν πρέπει νὰ ἐξάγονται, καὶ νὰ διευκολύνῃ τὴν ἐκ μέρους τοῦ ἐνδιαφερομένου Κράτους ἀνάκτησιν τοιούτων ἀγαθῶν εἰς τὴν περίπτωσιν καθ' ἣν θὰ εἶχαν ταῦτα ἐξαχθῆ.

Ἄρθρον 14.

Διὰ νὰ προληφθοῦν αἱ παράνομοι ἐξαγωγαὶ καὶ νὰ ἀντιμετωπισθοῦν αἱ ὑποχρεώσεις τὰς ὁποίας συνεπάγεται ἡ ἐκτέλεσις τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως, ἕκαστον Κράτος Μέλος τῆς Συμβάσεως θὰ πρέπει ἐν τῷ μέτρῳ τῶν δυνάμεων του, νὰ προικοδοτήσῃ τὰς ἐθνικὰς ὑπηρεσίας προστασίας τῆς πολιτιστικῆς κληρονομίας με ἐπαρκῆ προϋπολογισμὸν καὶ ἐὰν παρίσταται ἀνάγκη, θὰ δύναται νὰ δημιουργήσῃ κεφάλαιον πρὸς τὸν σκοπὸν αὐτόν.

Ἄρθρον 15.

Οὐδὲν εἰς τὴν παρούσαν Σύμβασιν ἐμποδίζει τὰ Κράτη Μέλη νὰ συνάψουν μεταξὺ τῶν ἰδιαιτέρας συμφωνίας ἢ νὰ συνεχίσουν τὴν ἐκτέλεσιν τῶν ἤδη συναφθεισῶν συμφωνιῶν αἱ ὁποῖαι ἀφοροῦν εἰς τὴν ἀπόδοσιν πολιτιστικῶν ἀγαθῶν ἐξαχθέντων ἐκ τοῦ ἐδάφους προελεύσεώς των, δι' οἰονδήποτε λόγον, πρὸ τῆς θέσεως ἐν ἰσχύϊ τῆς παρούσης Συμβάσεως εἰς τὰ ἐνδιαφερόμενα Κράτη.

Ἄρθρον 16.

Τὰ Κράτη Μέλη τῆς παρούσης Συμβάσεως θὰ ἀναφέρουν εἰς τὰς περιοδικὰς ἐκθέσεις τὰς ὁποίας θὰ υποβάλλουν εἰς τὴν Γενικὴν Διάσκεψιν τῆς Ὄργανώσεως τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν,

κατὰ τὰς ἡμερομηνίας καὶ ὑπὸ τὴν μορφήν τὰς ὁποίας αὐτὴ ἤθελε καθορίσει, τὰς νομοθετικὰς καὶ κανονιστικὰς διατάξεις καὶ τὰ ἄλλα μέτρα, τὰ ὁποῖα θὰ ἔχουν υἱοθετηθῆ διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως καθὼς καὶ διευκρινήσεις ὡς πρὸς τὴν πείραν τὴν ὁποίαν θὰ ἔχουν ἀποκτήσει εἰς τὸν τομέα αὐτόν.

Ἄρθρον 17.

1. Τὰ Κράτη Μέλη τῆς παρούσης Συμβάσεως δύναται νὰ ἐπικαλεσθοῦν τὴν τεχνικὴν ἐοφθειαν τῆς Ὄργανώσεως τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν, συγκεκριμένως ὡς πρὸς ὅ,τι ἀφορᾷ εἰς:

- α) τὴν πληροφόρησιν καὶ τὴν ἐκπαίδευσιν.
- β) τὴν λήψιν συμβουλῶν καὶ τὴν πραγματογνωμοσύνην.
- γ) τὸν συντονισμὸν καὶ τὰς καλὰς ὑπηρεσίας.

2. Ἡ Ὄργάνωσις τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν δύναται, τῇ ἰδίᾳ πρωτοβουλίᾳ, νὰ ἀναλαμβάνῃ ἐρεῦνας καὶ νὰ δημοσιεύῃ μελέτας ἐπὶ τῶν προβλημάτων τῶν σχετικῶν μετὰ τὴν παράνομον κυκλοφορίαν τῶν πολιτιστικῶν ἀγαθῶν.

3. Πρὸς τὸν σκοπὸν αὐτόν, ἡ Ὄργάνωσις τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν δύναται ἐπίσης νὰ προσφεύγῃ εἰς τὴν συνεργασίαν μεθ' οἰασδήποτε ἀρμοδίας μὴ κυβερνητικῆς ὀργανώσεως.

4. Ἡ Ὄργάνωσις τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν ἐξουσιοδοτεῖται ὅπως, τῇ ἰδίᾳ πρωτοβουλίᾳ, διατυπώσῃ πρὸς τὰ Κράτη Μέλη προτάσεις διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως.

5. Τῇ αἰτήσῃ δύο τοῦλάχιστον Κρατῶν Μελῶν τῆς παρούσης Συμβάσεως, τὰ ὁποῖα χωρίζει διαφορά σχετικὴ μετὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς, ἡ UNESCO δύναται νὰ προσφέρῃ τὰς καλὰς τῆς ὑπηρεσίας διὰ νὰ ἐπιτευχθῆ συμφωνία μεταξὺ τους.

Ἄρθρον 18.

Ἡ παρούσα Σύμβασις ἔχει διατυπωθῆ εἰς τὴν Ἀγγλικήν, τὴν Ἰσπανικὴν, τὴν Γαλλικὴν καὶ τὴν Ρωσικὴν γλῶσσαν, τῶν τεσσάρων κειμένων ἔχοντων τὴν αὐτὴν ἀποδεικτικὴν ἰσχύϊν.

Ἄρθρον 19.

1. Ἡ παρούσα Σύμβασις θὰ ὑποβληθῆ εἰς τὴν ἐπικύρωσιν ἢ τὴν ἀποδοχὴν τῶν Κρατῶν Μελῶν τῆς Ὄργανώσεως τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν, συμφώνως πρὸς τὰς ἀντιστοίχους συνταγματικὰς τῶν διαδικασίας.

2. Τὰ ὄργανα ἐπικυρώσεως ἢ ἀποδοχῆς θὰ κατατεθοῦν παρὰ τῷ Γενικῷ Διευθυντῇ τῆς Ὄργανώσεως τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν.

Ἄρθρον 20.

1. Ἡ παρούσα Σύμβασις εἶναι ἀνοικτὴ εἰς τὴν προσχώρησιν παντὸς Κράτους μὴ μέλους τῆς Ὄργανώσεως τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν, καλούμενον ὅπως προσχωρήσῃ ὑπὸ τοῦ Ἐκτελεστικοῦ Συμβουλίου τῆς Ὄργανώσεως.

2. Ἡ προσχώρησις θὰ γίνῃ διὰ τῆς καταθέσεως ὀργάνου προσχωρήσεως παρὰ τῷ Γενικῷ Διευθυντῇ τῆς Ὄργανώσεως τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν.

Ἄρθρον 21.

Ἡ παρούσα Σύμβασις θὰ τεθῆ ἐν ἰσχύϊ τρεῖς μῆνας μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν καταθέσεως τοῦ τρίτου ὀργάνου ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ προσχωρήσεως, ἀλλὰ μόνον διὰ τὰ Κράτη τὰ ὁποῖα θὰ ἔχουν καταθέσει τὰ ἀντίστοιχα ὄργανά των ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ προσχωρήσεως κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν ταύτην ἢ προγενεστέρως. Διὰ πᾶν ἕτερον Κράτος θὰ ἰσχύῃ τρεῖς μῆνας μετὰ τὴν κατάθεσιν τοῦ ὀργάνου τοῦ ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ προσχωρήσεως.

*Άρθρον 22.

Τὰ Κράτη Μέλη τῆς παρούσης Συμβάσεως ἀναγνωρίζουν ὅτι αὕτη εἶναι ἐφαρμοσίμος ὄχι μόνον ἐπὶ τῶν μητροπολιτικῶν ἐδαφῶν, ἀλλὰ ἐπίσης καὶ ἐπὶ ὅλων τῶν ἐδαφῶν τῶν ὁποίων διασφαλίζουν τὰς διεθνεῖς σχέσεις· ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωσιν νὰ συμβουλευθῶνται, ἐὰν τοῦτο εἶναι ἀναγκαῖον, τὰς κυβερνήσεις ἢ ἄλλας ἀρμοδίας ἀρχὰς τῶν ὡς ἄνω ἐδαφῶν κατὰ τὴν στιγμήν τῆς ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ προσχωρήσεως, ἢ πρὸ ταύτης, ἐπὶ τῷ σκοπῷ ὅπως ἐφαρμοσθῇ ἡ Σύμβασις ἐπὶ τῶν ἐδαφῶν τούτων, καθὼς καὶ νὰ γνωστοποιῶν εἰς τὸν Γενικὸν Διευθυντὴν τῆς Ὄργανώσεως τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν, τὰ ἐδάφη ἐκεῖνα εἰς τὰ ὅποια ἡ Συνθήκη θὰ ἐφαρμοσθῇ, τῆς ἐπικυρώσεως ταύτης ἐχούσης ἰσχύν τρεῖς μῆνας μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν λήψεώς της.

*Άρθρον 23.

1. Ἐκαστὸν Κράτος Μέλος τῆς παρούσης Συμβάσεως θὰ ἔχη τὴν εὐχέριαν νὰ καταγγείλῃ τὴν παρούσαν Σύμβασιν ἰδίῳ ὀνόματι ἢ ἐξ ὀνόματος οἰουδήποτε ἐδάφους τοῦ ὁποίου διασφαλίζει τὰς διεθνεῖς σχέσεις.

2. Ἡ καταγγελία θὰ κοινοποιῆται δι' ἐγγράφου κατατιθεμένου παρὰ τῷ Γενικῷ Διευθυντῇ τῆς Ὄργανώσεως τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν.

3. Ἡ καταγγελία θὰ καθίσταται ἐνεργὸς δώδεκα μῆνας μετὰ τὴν λήψιν τοῦ ἐγγράφου καταγγελίας.

*Άρθρον 24.

Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς τῆς Ὄργανώσεως τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν θὰ πληροφορῇ τὰ Κράτη Μέλη τῆς Ὄργανώσεως, τὰ Κράτη μὴ μέλη τὰ ἀναφερόμενα εἰς τὸ ἄρθρον 20, καθὼς καὶ τὴν Ὄργανωσιν τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν, περὶ τῆς καταθέσεως ὅλων τῶν ὀργάνων κυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ προσχωρήσεως τῶν μνημονευομένων εἰς τὰ ἄρθρα 19 καὶ 20, καθὼς καὶ περὶ τῶν κοινοποιήσεων καὶ καταγγελιῶν τῶν προβλεπομένων ἀντιστοίχως εἰς τὰ ἄρθρα 22 καὶ 23.

*Άρθρον 25.

1. Ἡ παρούσα Σύμβασις θὰ δύναται νὰ ἀναθεωρηθῇ ὑπὸ τῆς Γενικῆς Διασκέψεως τῆς Ὄργανώσεως τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν. Ἡ ἀναθεώρησις αὕτη θὰ δεσμεύη, ἐν τούτοις μόνον τὰ Κράτη τὰ ὅποια θὰ καταστῶν μέλη τῆς ἀναθεωρημένης Συμβάσεως.

2. Εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν ἡ Γενικὴ Διάσκεψις ἤθελεν υἱοθετήσῃ νέαν σύμβασιν ἐπιφέρουσαν ὀλιγὴν ἢ μερικὴν ἀναθεώρησιν τῆς παρούσης Συμβάσεως, καὶ ἐκτὸς ἐὰν ἡ νέα σύμβασις ἤθελεν ἄλλως ὀρίζει, ἡ παρούσα Σύμβασις θὰ πᾶν νὰ εἶναι ἀνοικτὴ εἰς τὴν κύρωσιν, ἀποδοχὴν ἢ προσχωρήσιν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς θέσεως ἐν ἰσχύϊ τῆς νέας ἀναθεωρημένης συμβάσεως.

*Άρθρον 26.

Συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 102 τοῦ Χάρτου τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν, ἡ παρούσα Σύμβασις θὰ καταχωρηθῇ εἰς τὴν

Γραμματεῖαν τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν τῇ αἰτήσει τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ τῆς Ὄργανώσεως τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν.

Ἐγένετο ἐν Παρισίοις σήμερον δεκάτην ἑβδόμην ἡμέραν τοῦ Νοεμβρίου 1970, εἰς δύο αὐθεντικὰ ἀντίτυπα φέροντα τὴν ὑπογραφήν τοῦ Προέδρου τῆς Γενικῆς Διασκέψεως συνελευθῆσης εἰς τὴν δεκάτην ἑκτὴν σύνοδόν της, καὶ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ τῆς Ὄργανώσεως τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν, τὰ ὅποια θὰ κατατεθῶν εἰς τὰ ἀρχεῖα τῆς Ὄργανώσεως τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν καὶ τῶν ὁποίων ἀκριθεῖς ἀντίγραφα θὰ δοθῶν εἰς ὅλα τὰ Κράτη τὰ ἀναφερόμενα εἰς τὰ ἄρθρα 19 καὶ 20, καθὼς καὶ εἰς τὰ Ἠνωμένα Ἐθνη.

Τὸ ἀνωτέρω κείμενον εἶναι τὸ αὐθεντικὸν κείμενον τῆς Συμβάσεως δεόντως υἱοθετηθείσης ὑπὸ τῆς Γενικῆς Διασκέψεως τῆς Ὄργανώσεως τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν, κατὰ τὴν δεκάτην ἑκτὴν σύνοδόν της, ἧτις συνήλθεν ἐν Παρισίοις καὶ ἐκνήρυχθη τελεματιθεῖσα τὴν δεκάτην τετάρτην ἡμέραν τοῦ Νοεμβρίου 1970.

Εἰς πίστωσιν ἀπέθεσαν τὴν ὑπογραφήν των, σήμερον δεκάτην ἑβδόμην ἡμέραν τοῦ Νοεμβρίου 1970.

Ὁ Πρόεδρος τῆς Γενικῆς Διασκέψεως
ATILIO DELL' ORO MAINI

Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς
RENE MAHEU

*Ὅ,τι ἀκριθεῖς ἀντίγραφον

Παρίσιοι,

Διευθυντῆς τοῦ Γραφείου τῶν Διεθνῶν Κανόνων καὶ τῶν Δικαστικῶν Ὑποθέσεων τῆς Ὄργανώσεως τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν.

*Άρθρον δεύτερον.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' ἡμῶν σήμερον κυρωθεὶς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 19 Δεκεμβρίου 1980

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΣΩΤΕΡΙΚΩΝ ΠΟΛΙΤΙΣΜΟΥ ΚΑΙ ΕΠΙΣΤΗΜΩΝ
ΚΩΝΣΤ. ΜΗΤΣΟΤΑΚΗΣ ΑΝΔΡΕΑΣ ΑΝΔΡΙΑΝΟΠΟΥΛΟΣ

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 22 Δεκεμβρίου 1980

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ